michel ndoh

guide politique des états africains

préface de woungly-massaga



françois maspero

205

MICHEL NDOH
Membre du Comité Révolutionnaire
de l'UNION DES POPULATIONS DU CAMEROUN
(U.P.C.)

Guide politique des Etats africains

Préface de Woungly-Massaga
membre du Comité Révolutionnaire de l'U.P.C.

FRANÇOIS MASPERO
Vᵉ

Autres publications de l'U.P.C.

L'U.P.C. parle, François Maspero.

L'Afrique bloquée : l'exemple du Kamerun de Woungly-Massaga, édition spéciale C.I.M.L. case postale 90, 1211 Genève 7 (Suisse).
Edition européenne (« L'Africa Bloccata : l'esempio del Kamerun » introduzione di Mario Albano) Gabriele Mazzotta Editore, Foro Buonaparte 52-20121 MILANO (Italia).

Préface

L'intérêt de ce Guide Politique des Etats Africains *de notre camarade Michel Ndoh, membre du Comité révolutionnaire de l'U.P.C., ne tient pas au seul fait qu'il offre pour chaque pays indépendant d'Afrique, d'indispensables informations de base, et constitue par conséquent un instrument de travail dont il serait superflu de vanter l'utilité auprès de ceux qui suivent la vie politique africaine et qui sont souvent obligés de consulter divers manuels ou de compulser des dossiers pour retrouver des données élémentaires sur tel ou tel Etat africain brusquement surgi au premier rang de l'actualité. Dans la mesure où ce* Guide *présente, en quelque sorte, un panorama des régimes politiques africains vus dans leurs caractéristiques essentielles, avec du reste un sens scrupuleux de l'objectivité et une concision remarquable, il permettra de surcroît au militant politique, comme à l'observateur consciencieux, de n'être pas dupes des « informations » complaisantes, et surtout de mieux saisir les véritables questions autour desquelles se joue l'évolution politique de notre Continent.*

L'Afrique se veut aujourd'hui la terre d'élection du « non-alignement ». Bon nombre de ses Etats se sont ouverts aux pays de l'Est et semblent désireux de prendre — très modérément il est vrai — leurs distances vis-à-vis de l'Occident Les nouvelles bourgeoisies d'Etat des pays africains, encouragées de toutes parts, courtisées même, ont découvert les avantages de leur solidarité continentale dans le cadre de « l'Organisation de l'Unité Africaine » (O.U.A.) et apprennent, dans leur propre optique, à tirer parti des diverses politiques de coexistence ; aussi rêvent-elles, avec d'autres forces, de définir sur le plan international, par-delà les contradictions inter-socialistes, les contours nouveaux d'un « camp progressiste mondial » vaguement « anti-impérialiste », mais surtout sans base idéologique ni ligne de classe.

Dans cette même Afrique, malheureusement, l'on assiste à la généralisation des pires formes de gouvernement autocratiques et sanguinaires, parfois même derrière le paravant d'une phraséologie socialisante. Presque partout à travers le Continent, des Etats policiers ou militarisés se sont fixés pour objectif primordial de liquider les organisations révolutionnaires, d'abattre leurs militants, de donner la chasse à

tous ceux qui osent tant soit peu s'opposer aux dictatures des castes bureaucratiques et féodales. Les milieux impérialistes occidentaux ont tout lieu de se réjouir de cette situation. Elle vise en effet à étouffer les forces progressistes populaires qui seules peuvent, à long terme, menacer réellement leurs intérêts. Elle garantit par ailleurs aux monopoles capitalistes l'exploitation des richesses africaines et le contrôle des économies de nos pays.

La plupart des hommes politiques africains au pouvoir paraissent persuadés d'être les acteurs d'une haute stratégie politique « entre les deux blocs ». En vérité, nos bourgeoisies militaro-bureaucratiques d'Etat sont déjà acculées à la vieille recette du double jeu et du balancier. En Afrique, le moins qu'on puisse dire de cette politique est qu'elle ne peut pas plus y avoir de résultats heureux qu'elle n'en a eus au Moyen-Orient Arabe. L'expérience a en effet montré à suffisance que, même cautionné par des pays socialistes, un « progressisme » qui se réduit à une phraséologie anti-impérialiste plus ou moins radicale mais qui repose sur une politique intérieure réactionnaire, sur la neutralisation ou la mise au pas des syndicats ouvriers, le bâillonnement de l'intelligentsia progressiste et des forces vives de la jeunesse n'est qu'un leurre ou une manœuvre hypocrite et démagogique vouée à l'impasse et à la faillite.

Une telle politique peut momentanément étouffer ou désorganiser dans plusieurs pays africains les véritables forces fondamentales de la lutte anti-impérialiste et du combat pour le socialisme, en liquider les dirigeants et les cadres, elle peut parvenir à semer une certaine confusion en recourant à un vocabulaire révolutionnaire, mais ses propres impasses créent inéluctablement les conditions d'une nouvelle montée de la mobilisation des masses ouvrières, des forces de la jeunesse et de l'intelligentsia progressiste contre l'impérialisme et surtout contre la réaction intérieure militaro-bureaucratique, sur des bases encore plus solides et plus radicales. Aussi est-il capital que les militants révolutionnaires ouvriers et paysans, que les forces vives de la jeunesse et les éléments de l'intelligentsia progressistes demeurent sur des positions de lutte, renforcent leur solidarité et leur unité d'action, déjouent les manœuvres des démagogues et de leurs agents opportunistes pour développer la lutte unie contre les dictatures militaro-bureaucratiques.

Les observateurs qui suivent la situation politique africaine, et a fortiori les militants africains, surtout syndicalistes, qui aspirent à changer un état de choses où les masses ouvrières et paysannes continuent à croupir dans la misère et la famine malgré le verbalisme des hommes en place qui eux mènent la vie de château, ne peuvent perdre de vue ces vérités premières. Ce sont elles qui expliquent le caractère

agité de la vie politique africaine et l'apparition dans nos pays des formes de justice expéditives et médiévales.

Le camarade Sally N'Dongo, leader syndicaliste des travailleurs africains en Europe, écrivait récemment à l'intention des masses laborieuses africaines :

« Il ne faut rien attendre des gouvernements en place, car dix ans d'expérience nous montrent qu'ils sont incapables d'apporter une solution[1]. »

Par ailleurs, nous ferions preuve d'une niaiserie monumentale si nous croyions ou tentions de faire croire que ce sont les prises de position de l'U.P.C. qui ont pu ou qui pourraient jeter tel ou tel pays, tel ou tel parti, dans les bras des régimes néo-colonialistes africains en général et des fantoches kamerunais en particulier : nous ne sommes pas puissants à ce point ! Quant à espérer qu'en les flattant bassement nous pourrions changer en notre faveur la politique de ces pays et partis engagés dans leurs intérêts d'État, parfaitement compréhensibles du reste, ce serait le comble du crétinisme opportuniste.

L'U.P.C., le Comité révolutionnaire qui est sa Direction, ses cadres et ses militants ne revendiquent nullement vis-à-vis d'autres partis une quelconque authenticité révolutionnaire. Ils ne se prétendent pas super-révolutionnaires comme tentent de l'insinuer des esprits malveillants de la presse impérialiste. Il est évident que le développement de la lutte contre le néo-colonialisme dans nos pays n'est pas concevable sans une clarification continuelle de sa problématique et de ses objectifs, sans un effort inlassable d'éducation et d'information. Il s'agit aussi de faire connaître nos problèmes aux forces progressistes internationales. S'il existe en effet dans le monde entier une grande sympathie pour les opposants aux régimes dictatoriaux espagnols, grecs, portugais et autres, les opposants aux dictatures africaines sont encore les parents pauvres ou même méconnus d'un internationalisme qui, s'agissant de l'Afrique, restera longtemps menacé d'opportunisme et même de racisme. Le mérite des militants internationalistes et des organisations qui défendent courageusement les détenus politiques africains ou apportent leur soutien politique et moral aux opposants des régimes dictatoriaux africains n'en est que plus évident. Le Comité Révolutionnaire de l'U.P.C. salue leur action.

Certains craignent de soutenir « la subversion ». Nous-mêmes ne sommes pas pour une politique irresponsable. Il faut cependant faire attention. Sur le plan international comme sur le plan intérieur, une politique prolétarienne se

1. Sally N'Dongo, *La « Coopération » Franco-Africaine,* Maspero, Paris, 1972, p. 9.

condamne elle-même si elle se fait le chantre ou le partisan inconditionnel de l'ordre. En éduquant les peuples et les masses à s'effrayer des « désordres » et de la révolution, on gagne peut-être en « respectabilité » vis-à-vis de l'impérialisme et de la réaction, mais on dresse aussi sûrement les masses à suivre la bourgeoisie et l'impérialisme chaque fois que ces derniers retournent habilement contre toute politique prolétarienne, même modérée, le même slogan de la peur des désordres et de la révolution.

Enfin, la plupart de nos Etats ne tolèrent plus guère d'être vus autrement qu'ils voudraient l'être. Beaucoup de gens l'ont compris et jouent activement le jeu de la complaisance ou de la diplomatie courtisane. C'est dire que dans plus d'un milieu, ce Guide politique des Etats africains *de Maître Michel Ndoh passera pour un instrument de « subversion ». Cela ne saurait surprendre. Partout où l'on bâtit sur le mensonge, il est inévitable que toute vérité devienne subversive.*

WOUNGLY-MASSAGA.

Avant-propos

L'objectif de cette plaquette est d'aider le plus grand nombre d'Africains et de non-Africains mal outillés à mieux connaître l'Afrique.

Cette étude est une sorte d'aide-mémoire de l'Afrique politique indépendante avec ses quarante et uns pays présentés par ordre alphabétique.

Il est présenté pour chaque pays les données chiffrées de la superficie et de la population, le nom de la capitale et les éléments d'identification du régime politique.

La partie de l'Afrique qui ne figure pas dans cette étude pour le moment est constituée par les colonies et les régimes racistes des minorités blanches de l'Afrique australe. Comme colonies, il y a les colonies portugaises (Angola, Mozambique, Guinée-Bissau et Iles du Cap-Vert, Sâo Tomé et Principe), et les autres territoires sous domination espagnole (Sahara espagnol), française (Territoire des Afars et des Issas, Réunion, Comores)[2], ou anglaise (Seychelles, Sainte-Hélène...) soit un ensemble groupant quatorze mililons de colonisés africains. Comme pays gouverné par des minorités racistes de colons blancs, il y a l'empire de l'apartheid (République Sud-Africaine et Namibie) d'une part, et la Rhodésie de Ian Smith d'autre part, soit ici vingt-cinq millions d'Africains soumis au joug barbare, dégradant et haineux de moins de trois millions et demi d'irréductibles racistes.

La présentation des régimes des quarante et un pays qui constituent l'Afrique indépendante reste dans les limites de l'objectivité et évite à la fois toute exagération et toute complaisance.

C'est un fait objectif que la grande majorité des pays africains affichent leur adhésion aux principes de l'unité et de l'indépendance africaine, du non-alignement, du respect de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

Mais c'est aussi un fait non moins objectif que peu de ces mêmes gouvernants et de ces mêmes régimes font cor-

---

2. Sous la pression de ses membres liés au néo-colonialisme français l'O.U.A. non seulement ne soutient pratiquement pas la lutte de ces dernières colonies françaises en Afrique, mais fait tout pour que l'on en parle le moins possible.

respondre aux actes de leur comportement concret leur profession de foi solennelle d'adhésion aux grands principes humanistes et progressistes.

Il était courant durant les années 1960 de distinguer les pays africains en révolutionnaires et en modérés. Cette distinction qui se fondait sur l'existence des groupes de Casablanca et de Monrovia ne dit plus grand-chose depuis qu'avec l'O.U.A. les hommes d'Etat africains semblent s'être entendu pour considérer comme contradiction principale non point ce qui oppose l'Afrique aux forces anti-africaines de l'impérialisme, du colonialisme et du néocolonialisme, mais ce qui oppose l'intérêt des masses populaires à l'intérêt de la ligue des gouvernants.

La démocratie dans l'Afrique indépendante est presque partout reléguées au monde du rêve. Le parti unique, instrument de dictature et de tyrannie est adopté avec empressement par ceux qui se disent libéraux comme par ceux qui se disent traditionnalistes, par ceux qui se disent progressistes comme par les rares courageux à la Banda qui s'affirment réactionnaires à visage découvert. L'opposition devient partout synonyme de peste noire. Les vestiges de libertés (association, presse, réunion) que le colonialisme lui-même au paroxysme de son cynisme avait quand même préservés sont partout extirpés par les frères africains en civil ou en uniformes au poste de commande.

Mais heureusement pour les peuples africains que nous ne sommes plus au Moyen Age. Nous sommes en plein XXe siècle où la volonté populaire (et non la volonté des princes, des féodaux ou des notables) est le seul fondement légitime du pouvoir.

La Déclaration universelle des droits de l'homme à laquelle tous les régimes de l'Afrique indépendante ont souscrit consacre en son article 21 alinéa 3 ce principe fondamental de notre temps :

« La volonté du peuple est le fondement de l'autorité des pouvoirs publics ; cette volonté doit s'exprimer par des ELECTIONS HONNETES qui doivent avoir lieu périodiquement au suffrage universel égal et au vote secret ou suivant une procédure équivalente assurant la liberté de vote. »

Le même texte de la Déclaration universelle des droits de l'homme assure à l'Homme africain comme à l'homme des autres parties de la planète

— le droit de participer activement à la direction des affaires publiques de son pays (article 21, aliéna 1) ;

— le droit de dénoncer toute tentative de discrimination politique ou autre de la part des gouvernants (article 2) ;

— le droit de se prévaloir devant les tribunaux de toutes les garanties de la défense (article 10) ;

— le droit de s'élever contre toutes mesures d'arrestation, de détention ou d'expulsion arbitraires (article 9) ainsi que contre la torture et tous traitements cruels, inhumains ou dégradants (article 5).

L'article 19 assure par ailleurs à tout individu (et il n'est pas fait exception aux Africains) « *le droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions, et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considération de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit* ».

La garantie suprême de ces droits, la Déclaration universelle la confie aux mains des intéressés eux-mêmes, aux mains des victimes-hommes et des victimes-peuples concernés. La Déclaration considère en effet « *qu'il est essentiel que les droits de l'Homme soient protégés par un régime de droit pour que l'homme ne soit pas CONTRAINT, en suprême recours, A LA REVOLTE CONTRE LA TYRANNIE ET L'OPPRESSION.* »

Les droits, les engagements d'un côté, les réalités politiques des régimes africains de l'autre, c'est tout cela qui prépare ce que DEMAIN en Afrique sera.

Michel NDOH, mars 1973.

Guide politique des Etats Africains

1. ALGÉRIE : Pays du Marghreb ayant une superficie de 2.381.741 km² et une population de 14.012.000 habitants. Capitale : Alger. Premier pays du continent dont les dirigeants traduisent le plus en actes leur profession de foi révolutionnaire : sur le plan extérieur, alliance avec les forces anti-impérialistes (sauf repli ces derniers temps s'agissant du soutien aux mouvements africains de libération luttant contre le néo-colonialisme) ; sur le plan intérieur, priorité à l'intérêt des masses populaires dans les efforts en matière économique et sociale. Dictature militaire (ayant à sa tête le colonel Boumedienne) et régime de parti unique (Front de libération nationale, F.L.N.), l'Algérie (qui a accédé à l'indépendance en 1962 à la suite d'une lutte héroïque[3] contre le colonialisme français) souffre aussi du mal continental de la mise en vacance des libertés démocratiques : la détention de l'ex-Président Ben Bella depuis sept ans sans jugement en constitue une illustration manifeste.

2. BOTSWANA : Pays d'Afrique australe d'une superficie de 579.980 km² et peuplé de 618.000 habitants. Capitale : Gaberones. Enclave dans la République raciste Sud-Africaine, le Botswana a un régime politique conservateur avec 4 partis politiques. C'est le Botswana Democratic Party du Président Khama qui est au pouvoir et domine le Parlement avec 24 sièges sur 31. Le pays est indépendant depuis septembre 1966.

3. BURUNDI : Pays d'Afrique Centrale ayant une superficie de 27.834 km² et une population de 3.300.000 habitants. Capitale : Bujumbura. Indépendant depuis 1962, le pays était

3. La lutte héroïque du Peuple algérien a joué un rôle capital dans le processus de décolonisation du Continent africain et a valu à l'Algérie un prestige mérité en Afrique et dans le monde entier. Le souvenir de cette lutte et de ses héros tels Ben M'hidi, Frantz Fanon et d'autres reste vivant auprès des militants progressistes africains qui n'en ressentent que plus d'amertume face à certains aspects essentiels de la politique actuelle.

soumis jusqu'en novembre 1966 sous un régime monarchique auquel a succédé depuis, une république dictatoriale à parti unique, œuvre du colonel Micombero, Président de la République. Mais même avec le parti unique (Union et progrès national, Uprona) et la dictature militaire, le pays est loin d'être à l'abri de l'instabilité et des crises, car depuis 1966 se succèdent complots et contre-complots, exécutions sommaires et massacres dans le cadre des luttes de clans, de tendances, de tribus. La convulsion du printemps 1972 où l'élite de la tribu majoritaire a été décimée a produit, de source officielle, plus de 100.000 victimes.

4. CONGO : Pays d'Afrique centrale avant une superficie de 342.000 km² et une population de 1.200.000 habitants. Capitale : Brazzaville. Indépendant depuis 1960, le CONGO vit sous un régime militaire et de parti unique (Parti Congolais du Travail) depuis le renversement du régime civil de Massamba-Debat en 1968. Il reste parmi les pays africains le seul à avoir opté pour le socialisme scientifique. Mais on observe de graves conflits de tendances au sein du parti unique où radicaux et modérés s'affrontent rageusement : ainsi en a-t-il été lors de la tentative de coup d'Etat de février 1972 qui s'est soldée par l'échec de la tendance militante du Lieutenant Ange Diawara et par le renforcement consécutif de la tendance des chefs militaires dirigée par le Commandant Ngouabi, chef du parti unique et président de la république Dans le climat de malaise qui règne au Congo l'opposition dirigée par Ange Diawara a choisi la clandestinité pour poursuivre la lutte et jouit d'un soutien populaire notable. L'actuel régime congolais pratique une politique extérieure de neutralisme positif mais reste très influencé par les régimes voisins du « Zaïre » et du Kamerun qui le menacent de temps à autre. La situation au Congo reste très instable.

5. CÔTE-D'IVOIRE : Pays d'Afrique occidentale ayant une superficie de 322.500 km² et une population de 4.300.000 habitants. Capitale : Abidjan. Indépendante depuis 1960, la Côte-d'Ivoire a un régime de parti unique (Parti démocratique de la Côte-d'Ivoire, P.D.C.I.) dont le leader, le Président Houphouët-Boigny, exerce un pouvoir paternaliste et dictatorial ne souffrant aucune forme de contestation. Tuteur en quelque sorte des chefs d'Etat du Conseil de l'Entente (organisme régional groupant cinq pays : Côte-d'Ivoire, Dahomey, Haute-Volta, Niger et Togo), adversaire militant du communisme et de l'idéologie panafricaniste (du moins depuis son fameux « repli tactique » de 1950 par lequel il amenait la majorité des sections territoriales du Rassemblement Démocratique Africain dont il etait président fondatéur à abandonner la lutte anti-colonialiste et opérer un virage à droite), champion ces dernières années de la politique dite de « dialogue » avec

l'Afrique du Sud, le président Houphouët-Boigny constitue une figure de proue et un allié de marque pour les forces néo-colonialistes et les grands monopoles intéressés à l'exploitation en coupe réglée des ressources d'un continent longtemps chasse gardée, qui prend de plus en plus conscience de sa personnalité. Sur la base d'un accord de défense conclu entre la France et l'ensemble des Etats du Conseil de l'Entente, les troupes françaises assurent l'ordre néo-colonialiste en Côte-d'Ivoire.

6. DAHOMEY : Pays d'Afrique occidentale ayant une superficie de 115.800 km² et une population de 2.800.000 habitants. Capitale : Cotonou. Depuis son indépendance en 1960, le Dahomey connaît une grande instabilité politique : cinq coups d'Etat militaires en 12 ans. Le présent régime militaire du Commandant Kerekou a mis fin en octobre 1972 à l'expérience originale du Conseil présidentiel de Maga, Ahomadegbe et Apithy. On note au Dahomey un rôle important des syndicats qui constituent un groupe de pression déterminant venant en seconde position à cet égard après l'armée. Les syndicats dahoméens tranchent ainsi par leur activisme avec l'apathie des syndicats des autres pays de l'Afrique francophone — exception faite des actions des syndicalistes de Brazzaville en 1963 et de Tananarive en mai 1972.

7. EGYPTE : Pays africain du Moyen-Orient ayant une superficie de 1.002.000 km² avec une population de 33 millions d'habitants. Capitale : Le Caire. Le régime établi aujourd'hui sur la terre des pharaons et procédant d'une alliance des militaires et des forces politiques représentant la bourgeoisie, est un régime présidentiel de caractère autoritaire et de parti unique (Union Socialiste Arabe). Il est à la recherche d'un équilibre depuis la mort de Nasser (qui était l'idole des masses) et la liquidation de l'aile gauche du parti depuis l'affaire Ali Sabri. Le président Sadate, successeur de Nasser, a du mal à contenir la grogne des militaires et la révolte des jeunes à un moment où l'horizon semble bouché quant à l'issue du conflit arabo-israélien tandis que l'Egypte fait montre d'une impuissance caractérisée.

8. ETHIOPIE : Pays d'Afrique orientale de 1.221.900 km² et 25 millions d'habitants. Capitale : Addis-Abeba. L'Ethiopie est une vieille monarchie impériale et féodale fortement autoritaire, toute la réalité du pouvoir s'incarnant dans la personne de l'Empereur qui ne tolère aucune forme d'opposition. Il existe cependant une opposition clandestine constituée par deux organisations nationalistes : le Front de libération de l'Erythrée (qui demande l'indépendance de l'Erythrée dont l'incorporation à l'Ethiopie date de 1963) et le Front de Somalie occidentale (dont les partisans revendiquent le retour

de leur province qui est une terre somalienne à la Grande Somalie). L'Empereur Haïlé Sélassié reste sur le plan africain une grande figure politique dont le rôle comme doyen d'âge et chef d'Etat d'une monarchie trois fois millénaire est important au sein de l'Organisation de l'Unité africaine (syndicat des chefs d'Etat dont le siège est justement à Addis-Abeba).

9. GABON : Pays d'Afrique centrale ayant 267.000 km² et 481.000 habitants. Capitale : Libreville. C'est un régime présidentiel et de parti unique (Parti Démocratique Gabonais) dont le chef, le Président Bongo, exerce une dictature personnelle. Aucune forme d'opposition n'est tolérée dans ce petit pays riche en ressources forestières et minières que protègent jalousement les troupes françaises (dont l'intervention brutale en 1964 pour mettre fin à un putsch militaire qui avait déjà réussi à renverser le gouvernement fantoche de Léon Mba reste dans toutes les mémoires).

10. GAMBIE : Pays d'Afrique occidentale ayant une superficie de 11.036 km² et une population de 380.000 habitants. Capitale : Bathurst. Indépendante depuis 1965, la Gambie a un régime libéral et parlementaire dans la tradition britannique. On y rencontre trois partis politiques : le People's Progressive Party de Sir Jawwara qui est au pouvoir, le United Party de P. N'Jie qui est la principale formation d'opposition, et le People's Progressive Alliance formée en 1968 par quatre anciens ministres exclus du People's Progressive Party. La Gambie est le seul pays africain où le chef d'Etat peut circuler librement sans gardes du corps.

11. GHANA : Pays d'Afrique occidentale ayant une superficie de 238.539 km² et une population de 9.026.000 habitants. Capitale : Accra. Indépendant depuis 1957, le Ghana était sous le régime de Kwame Nkrumah la caisse de résonance du panafricanisme. Depuis la chute du régime Nkrumah en 1966, la situation économique et sociale s'est dégradée et l'audience internationale du pays a baissé : d'où un sentiment de frustration chez les jeunes et les travailleurs contre les auteurs du coup d'Etat de 1966 et leurs successeurs civils qui ont été à leur tour renversés en janvier 1972. L'attitude de fermeté de l'actuelle junte militaire à l'égard des créanciers du Ghana en difficulté, et la décision de donner des funérailles nationales à la dépouille de Kwame Nkrumah décédé en exil ont haussé la cote de popularité du Conseil National de Rédemption et de son chef, le colonel Acheampong. Mais l'écueil des difficultés économiques crée de l'incertitude pour l'avenir, en même temps qu'une certaine équivoque existe sur le plan politique, les masses populaires souhaitant la restauration pure et simple du nkru-

maïsme pendant que les militaires préfèrent des formules vagues pour dissimuler leurs intentions.

12. GUINÉE (Conakry) : Pays d'Afrique occidentale ayant une superficie de 245.857 km² et une population de 4 millions d'habitants. Capitale : Conakry. Indépendante depuis 1958 à l'occasion du référendum instituant la Communauté gaulliste, la Guinée qui n'a plus aucun lien avec l'ex-puissance coloniale vit dans la peur des complots dont certains sont imputés à la France. D'autres complots sont imputés au Portugal en raison du grand soutien que les nationalistes du Parti africain de l'Indépendance de la Guinée dite portugaise et du Cap-Vert (P.A.I.G.C.) trouvent à Conakry, leur quartier général[4]. Le Président Sékou Touré semble profiter de cette atmosphère pour renforcer son pouvoir personnel et la dictature de son parti unique (le Parti Démocratique de Guinée). Le régime guinéen manifeste une intolérance absolue à l'égard de toute forme d'opposition, et ses opposants qui échappent à la mort lors des convulsions périodiques ne peuvent éviter le bagne qu'en s'expatriant. Sur le plan extérieur la Guinée milite activement pour l'unité africaine et pratique le non-alignement en coopérant étroitement tout aussi bien avec Washington qu'avec Pékin et Moscou.

13. GUINÉ- ÉQUATORIALE : Pays d'Afrique centrale dont la partie insulaire se situe dans les eaux territoriales du Kamerun, la Guinée équatoriale a une superficie de 28.051 km² et une population de 285.000 habitants. Sa capitale est Santa Isabel. Ancienne colonie espagnole, la Guinée équatoriale est indépendante depuis 1968 et connaît un régime présidentiel autoritaire avec un président à vie (Francisco Macias Nguema), un parti unique (Partido Unico Nacional), évolution précipitée par la tentative de coup d'Etat de mars 1969 de l'ancien ministre des Affaires étrangères (Atanasio Ndong). Sur le plan extérieur, le président Macias Nguema pratique une politique de neutralisme positif.

14. HAUTE-VOLTA : Pays d'Afrique occidentale ayant une superficie de 274.122 km² et une population de 5.500.000 habitants. Sa capitale est Ouagadougou. Le régime issu de la constitution de 1970 à la suite de 4 années de dictature militaire est un régime mixte : élément civil (parlement entièrement civil et gouvernement comprenant dans sa composition

---

4. Amilcar Cabral, Secrétaire général du P.A.I.G.C. dirigeant révolutionnaire habile et très estimé, a été assassiné à Conakry le 20 janvier 1973. Il ne fait pas de doute que malgré ce nouveau coup porté au mouvement révolutionnaire en Afrique, la lutte libératrice du P.A.I.G.C. et de toutes les colonies portugaises se poursuivra avec une intensité accrue, jusqu'à la liquidation totale du colonialisme portugais maître d'œuvre de l'assassinat du camarade Cabral.

2/3 de civils dont le premier ministre), et élément militaire (présidence de la République et un tiers des membres du gouvernement). Mais bien que le régime ne soit pas entièrement civil, c'est le seul pays en Afrique francophone où existe une atmosphère libérale. On y trouve jusqu'à six formations politiques fonctionnant régulièrement. Ce sont :

— l'Union démocratique voltaïque, parti du premier ministre Gérard Ouedraogo,

— le Mouvement de libération nationale (M.L.N.),

— le Groupement d'action populaire (G.A.P.),

— l'Union pour la nouvelle république voltaïque (U.N. R.V.),

— et le Parti du travail voltaïque (P.T.V.).

C'est le général Sangoulé Lamizana qui est président de la République. La Haute-Volta est indépendante depuis 1960.

15. KAMERUN : Pays charnière entre l'Afrique occidentale et l'Afrique centrale avant une superficie de 474.900 km² et une population de 6 millions d'habitants, le Kamerun dont la capitale est Yaoundé a retrouvé une grande partie de son unité territoriale avec la réunification de ses parties anglophone et francophone. Indépendant depuis 1960, le pays est sous un régime de dictature néo-colonialiste placée sous la houlette d'un homme de paille et de son parti unique (Ahmadou Ahidjo et son Union Nationale Camerounaise — U.N.C.) et soutenue par l'armée franco-camerounaise qui combat depuis 1955 les forces nationalistes et révolutionnaires de l'U.P.C. (Union des populations du Cameroun). Trois grands leaders de l'U.P.C. ont été assassinés au cours de cette lutte : Ruben Um Nyobe (fondateur et secrétaire général de l'U.P.C. tué au maquis en 1958), le Dr Félix-Roland Moumié (Président de l'U.P.C. empoisonné à Genève en 1960 par un agent français du 2e bureau), Ernest Ouandié (Président du Comité Révolutionnaire de l'U.P.C. capturé au maquis et fusillé après une parodie de procès en janvier 1971[5]). Dans la République d'Ahidjo le délit d'opinion est jugé par les tribunaux militaires. Le régime se livre ces derniers temps à une certaine démagogie sur le plan international avec la politique d'ouverture à l'Est et de non-alignement alors que la tyrannie reste à l'ordre du jour sur le plan intérieur.

16. KENYA : Pays d'Afrique orientale ayant 582.644 km² et 11.700.000 habitants. Capitale : Naïrobi. Indépendant depuis 1963, le Kenya a un régime conservateur et autoritaire et un

5. Voir l'ouvrage de l'écrivain patriote kamerunais Mongo BÉTI, *Main basse sur le Cameroun*, Maspero éditeur, 1972.

système de parti unique depuis l'interdiction du parti d'opposition (le Kenya's people Union d'Oginga Odinga). Le parti unique (Kenya African National Union) continue à contrôler une situation explosive grâce à la forte personnalité de son chef, le Président Jomo Kenyatta, qui a à son actif un passé anti-colonialiste prestigieux.

17. LESOTHO : Pays d'Afrique australe ayant une superficie de 30.344 km² et une population de 1 million d'habitants. Capitale : Maseru. Indépendant depuis 1966 comme monarchie constitutionnelle, le Lesoto vit depuis 1970 sous la dictature du premier ministre, Chief Jonathan, qui a fait un coup d'Etat à la suite des élections où l'opposition était gagnante. Gouvernant en dictateur, Chief Lebua Jonathan a depuis lors suspendu la constitution et la monarchie après avoir fait incarcérer les leaders de l'opposition pour crime de victoire électorale. Le pays est une enclave de l'Afrique du Sud.

18. LIBÉRIA : Pays d'Afrique occidentale ayant une superficie de 111.369 km² et une population de un million et demi d'habitants. Capitale : Monrovia. Indépendant depuis 1847, le pays vit sous un régime oligarchique des Américano-Libériens dont le parti (The True Whig Party) monopolise le pouvoir depuis près de cent ans. Les populations aborigènes surexploitées et méprisées commencent à s'éveiller politiquement. Avec la mort de Tubman en 1971, les observateurs s'attendent de la part de son successeur (le Président Tolbert) à de nécessaires changements qui, seuls, peuvent prévenir des lendemains politiques agités.

19. LIBYE : Pays d'Afrique du Nord ayant une superficie de 1.759.498 km² et une population de 2 millions d'habitants. Capitale : Tripoli. Indépendant depuis 1951 comme une monarchie, le pays est passé depuis 1969 sous la dictature militaire du colonel Kaddafi, Président du Conseil de la Révolution et chef du parti unique (Union Socialiste Arabe). Autoritaire, nationaliste panarabe partisan d'un « socialisme » arabe anticommuniste, le régime de Kaddafi qui n'admet aucune opposition sur le plan intérieur pratique sur le plan extérieur une politique de neutralisme positif au service de la Lybie et de sa foi musulmane.

20. MADAGASCAR : Avec une superficie de 595.790 km² la grande Ile a une population de 7 millions d'habitants. Capitale : Tananarive. Les émeutes du « Mai malgache » (1972) ont mis fin à la tyrannie néo-colonialiste du régime Tsiranana. Le KIM (nom du mouvement contestataire de Mai) groupait étudiants, enseignants et travailleurs. Alors que sous l'ancien régime un seul parti d'opposition était toléré (le Parti du Congrès de l'Indépendance de Madagascar A.K.F.M.), le ré-

gime militaire du général Ramanantsoa a rendu la liberté aux formations anciennement interdites comme le Parti de gauche de Monja Joana (le MONIMA), en même temps que le parti du régime déchu (le Parti Social Démocrate de Tsiranana), continue normalement ses activités, et qu'une nouvelle formation voit le jour : l'Union Socialiste Malgache créée par l'ancien Vice-Président de la République Resampa. Le nouveau régime affirme sa volonté de secouer les vestiges du néo-colonialisme à Madagascar et de pratiquer une politique extérieure de non-alignement. Madagascar est indépendant depuis 1960.

21. MALAWI : Pays d'Afrique australe ayant une superficie de 118.484 km² et une population de 4 millions et demi d'habitants. Capitale : Zomba. Indépendant depuis 1963, le Malawi vit sous un régime de dictature personnelle du Président Kamuzu Banda qui a signé un pacte avec les régimes racistes d'Afrique australe. Le Dr Banda qui s'est proclamé Président à vie a imposé au pays un système de parti unique et ne tolère naturellement aucune forme d'opposition.

22. MALI : Pays d'Afrique occidentale ayant une superficie de 1.239.988 km² et une population de 5 millions d'habitants. Capitale : Bamako. Indépendant depuis 1960 le Mali vit depuis 1968 sous un régime de dictature militaire dont l'instance suprême, le Comité militaire de libération nationale est présidé par le lieutenant Moussa Traoré. Malgré la promulgation d'une « loi fondamentale » en 1968 garantissant la liberté des activités politiques « dans le cadre de la loi », aucune activité politique n'est tolérée. De nombreux responsables politiques et syndicaux croupissent depuis des années en prison sans jugement (c'est le cas notamment de l'ex-président Modibo Keita).

23. MAROC : Pays du Maghreb ayant une superfiicie de 445.000 km² et 15 millions et demi d'habitants. Capitale : Rabat. Indépendant depuis 1956, le Maroc vit sous un régime de Monarchie constitutionnelle de caractère autoritaire et connaît depuis 1965 un malaise politique persistant. La lutte est serrée entre les forces de libéralisation (représentées par les partis politiques et les syndicats) et les tendances absolutistes du monarque. Le malaise de l'armée qui a fait deux tentatives de coups d'Etat en 1971 et 1972 fait partie intégrante de ce malaise général. Les récents propos du roi affirmant qu'il n'y a pas de place au Maroc pour la dictature et la ferme attitude de toutes les forces de l'opposition réclamant des réformes substantielles permettent d'espérer que de cette joute sortira dans le futur une formule de compromis fléchissant le régime dans un sens plus libéral. L'Union Nationale des Forces Populaires (U.N.F.P.) du leader progres-

siste assassiné Ben Barka[6] et le vieux parti de l'Istiqlal (d'Allal-el Fassi) sont les principales formations politiques du pays. L'Union Marocaine du Travail (de Mahjoub Ben Sedik) est une centrale syndicale très dynamique connue et appréciée au niveau du Continent.

24. MAURICE (ILE) : Ile de l'Océan Indien d'une superficie de 2.045 km² et d'une population de 860.000 habitants Capitale : Port-Louis. Indépendant depuis 1968, l'Ile Maurice dont la population continue à parler français en plus de la langue du dernier occupant (britannique) est à la fois membre du Commonwealth et du groupe francophone de l'O.C.A.M. Le régime est démocratique et libéral : on dénombre sept partis politiques qui sont :

— le Parti travailliste de Sir Seewoogasur Ramgolan,

— le Parti Mauritanien Social Démocrate de Gaëtan Duval,

— Independent Forward Bloc de Gauragaram,

— le Comité d'Action Musulmane d'Osman,

— Mauritius People's Progressive Party de Sibsurum,

— le Mouvement du Peuple de K. Soobrayem,

— Mauritian Militant Movement de Paul Berenger.

On note un certain durcissement des autorités à l'égard de l'extrême gauche et de certains syndicats depuis les grèves de décembre 1971. Le gouvernement de Sir Seewoogasur Ramgolan pratique une politique extérieure de non-alignement.

25. MAURITANIE : Pays d'Afrique occidentale ayant une superficie de 1.030.000 km² et une population de 1.100.000 habitants. Capitale : Nouakchott. Indépendante depuis 1960, la Mauritanie a un régime présidentiel de parti unique (le parti du peuple Mauritanien). Le Président Ould Dadah cherche depuis 1965 (date où la Mauritanie a pris ses distances vis-

---

6. Mehidi Ben Barka, prestigieux dirigeant révolutionnaire africain, un des fondateurs de la « Tricontinentale » (Organisation de la Solidarité des Peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine : O.S.P.A.A.A.L.) a été enlevé et assassiné en France par les services spéciaux marocains avec d'importantes complicités françaises. Malgré les engagements du gouvernement français (promesses solennelles du Général De Gaulle, Président de la République de l'époque), la lumière n'a toujours pas été faite sur l'Affaire Ben Barka et les années qui passent confirment la volonté d'étouffer cette affaire.

à-vis du groupe francophone de l'O.C.A.M. créé pourtant l'année précédente à Nouakchott même) à affirmer l'indépendance et l'originalité de son pays qu'il présente comme un Etat-tampon entre l'Afrique Noire et l'Afrique au Nord du Sahara, et à prendre une certaine liberté dans la politique extérieure en s'engageant plus avant dans le non-alignement et le panafricanisme. Mais sur le plan intérieur, c'est un régime autoritaire qui n'admet aucune forme d'opposition et essaye de mettre au pas les étudiants (par des arrestations et des détentions arbitraires quand ils retournent au pays en vacances) et les syndicats invités maintenant à intégrer dans les plus brefs délais le parti unique.

26. NIGER : Pays d'Afrique occidentale ayant 1.267.000 km² de superficie et une population de 4 millions d'habitants. Capitale : Niamey. Indépendant depuis 1960, le Niger a un régime de parti unique (Parti progressiste nigérien) et de dictature néo-colonialiste du Président Hamani Diori. Aucune opposition n'est tolérée, et l'appartenance au parti d'opposition interdit (le Parti Sawaba) est un crime puni de la peine capitale. Au lendemain du coup d'Etat ghanéen de 1966 les réfugiés nigériens refoulés chez eux par avion spécial furent cueillis par l'armée à leur descente à l'aéroport de Niamey et conduits directement au poteau d'exécution où ils furent fusillés comme criminels d'Etat.

27. NIGÉRIA : Pays d'Afrique occidentale ayant une superficie de 923.768 km² et une forte population de 66 millions d'habitants. Capitale : Lagos. Indépendant depuis 1960, le Nigéria vit sous un régime de dictature militaire qui doit durer en principe jusqu'en 1976. Les partis politiques restent interdits. Le gouvernement militaire du général Gowon dont l'autorité est sortie renforcée à l'issue de la guerre contre les sécessionistes biafrais se consacre depuis la fin de la guerre à l'apaisement des esprits et à la consolidation de l'unité nationale... Tant sur le plan de la politique intérieure que de la politique extérieure, le régime militaire nigérian qui n'est tout au plus que nationaliste se révèle moins conservateur et a un bilan plus positif que l'ancien régime civil renversé de Tafawa Balewa.

28. OUGANDA : Pays d'Afrique orientale ayant une superficie de 236.036 km² et une population de 9.764.000 habitants. Capitale : Kampala. Indépendant depuis 1962 l'Ouganda vit sous un régime militaire depuis le renversement en janvier 1971 du gouvernement du Président Oboté par le général Idi Amin. Réfugié en Tanzanie, Oboté conserve beaucoup de partisans à l'intérieur de son pays, et tous les efforts du général Amin (y compris les récentes mesures d'expulsion à

l'encontre des Asiatiques d'Ougnanda) visent à donner une assise de masse à son régime militaire.

29. RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE : Pays d'Afrique centrale ayant une superficie de 621.000 km² et une population de 2.300.000 habitants. Capitale : Bangui. Indépendante depuis 1960, la République Centrafricaine (l'ancien Oubangui-Chari français) vit sous la férule militaire du général Bokassa qui s'est proclamé président à vie et appuie sa dictature sur le parti du père du nationalisme centrafricain (le parti MESAN de Barthélémy Boganda). Aucune autre formation politique en dehors du MESAN n'est autorisée et aucune forme de contestation tolérée.

30. RWANDA : Pays d'Afrique centrale ayant une superficie de 26.338 km² et une population de 3.700.000 habitants. Capitale : Kigali. Indépendant depuis 1962, le Rwanda vit sous un régime présidentiel. Le parti du Président Kayibanda (Parti Parmehutu) s'est imposé en fait comme parti unique. Le grand problème qui a secoué le pays depuis l'indépendance est le problème des tensions tribales entre Hutus (tribu majoritaire longtemps dominée, et maintenant au pouvoir) et leurs anciens seigneurs Tutsi : les affrontements de 1964-1965 entre les deux ethnies ont fait près de 20.000 victimes.

31. SÉNÉGAL : Pays d'Afrique occidentale ayant une superficie de 196.192 km² et une population de 3.800.000 habitants. Capitale : Dakar. Indépendante depuis 1960, le Sénégal vit sous un régime présidentiel ayant un premier ministre chargé d'exécuter la politique du président Senghor. Le régime s'appuie sur un parti unique (Union progressiste sénégalaise) et interdit toute forme d'opposition. Les syndicalistes sont mis au pas dans le carcan autoritaire d'une Fédération unique, appendice du Parti unique U.P.S. De même les étudiants dont chaque tentative de contestation entraîne comme réaction des autorités l'occupation militaire du campus, la fermeture de l'Université et l'expulsion des étudiants africains non-sénégalais vers leur pays d'origine. Le Parti Africain del'Indépendance (P.A.I.) parti révolutionnaire dont le désaccord total avec les vues politiques de Senghor date de la période pré-indépendance est forcé de vivre dans une totale clandestinité. Cette atmosphère d'autoritarisme cautionnée par les troupes françaises prêtes à intervenir au cas de moindre défaillance de la part des forces sénégalaises n'est un peu tempérée que par le poids des marabouts (dont les fidèles constituent 80 % de la population) avec lesquels tout pouvoir politique au Sénégal depuis la colonisation a à compter.

32. SIERRA LEONE : Pays d'Afrique occidentale ayant une

superficie de 71.740 km² et une population de 2.644.000 habitants. Capitale : Freetown. Indépendante depuis 1961, la Sierra Leone connaît depuis 1967 une situation trouble marquée par deux coups d'Etat (abolissant et rétablissant le régime civil), l'arrivée au pouvoir de Siaka Stevens (ancien leader de l'opposition), la proclamation de la République (au sein du Commonwealth) et la révision consécutive de la constitution dans le sens du renforcement du pouvoir de l'exécutif. Une tentative de formation d'un parti d'opposition en 1970 par d'anciens ministres du gouvernement Stevens (United Democratic Party) échoue du fait de l'intervention du pouvoir : on dissout le parti naissant et on arrête ses fondateurs. Un autre coup d'Etat militaire a été contenu en 1971 grâce à l'intervention des troupes de Conakry dépêchées d'urgence par Sékou Touré à la demande de son ami Stevens. La Sierra Leone compte actuellement deux formations politiques : le Parti au pouvoir (All People's Congress) et l'opposition légale (Sierra Leone People's Party qui était au pouvoir jusqu'en 1967).

33. Somalie : Etat d'Afrique orientale procédant de la réunification des territoires de Somaliland britannique et de l'ancienne Somalie italienne, la République de Somalie a une superficie de 637.541 km² et une population de 2.600.000 habitants. Capitale : Migadiscio. Indépendante depuis 1960, la Somalie se trouve depuis 1970 sous une dictature militaire dont l'organe de gouvernement est le Conseil Suprême de la Révolution que préside le général Siad Barre. La constitution de 1960 est suspendue et toute activité politique interdite. Le gouvernement militaire qui se réclame du socialisme africain fait un effort de promotion économique et sociale du pays en politique intérieure, tandis qu'il pratique sur le plan extérieur une politique de neutralisme positif. On continue à caresser à Mogadiscio l'idée de la réalisation de la Grande Somalie dont l'élément extérieur le plus important est l'ancienne Somalie française connue actuellement sous le nom de Territoire des Afars et des Issas.

34. Soudan : Pays d'Afrique orientale ayant l'immense superficie de deux millions et demi de km² et une populalation de 15 millions et demi d'habitants. Capitale : Khartoum. Indépendant depuis 1956, l'ancien condominium anglo-égyptien se trouve actuellement sous une dictature militaire dirigée par le général Al Nemeiry. Le régime a particulièrement durci son caractère autoritaire depuis la tentative de coup d'Etat de juillet 1971 d'un groupe d'officiers progressistes (ayant à leur tête Hachem El Atta) qui n'ont échoué qu'à cause d'une immixtion brutale des amis égyptiens et lybiens d'Al Nemeiry dans les affaires intérieures du Soudan. La gauche politique (Parti comuniste soudanais) et syndicale a payé un très lourd

tribut dans le cadre de l'horrible répression qui a suivi l'échec de cette tentative de coup d'Etat. A l'actif du régime Al Nemeiry qui a fait de son Union Socialiste Soudanaise le parti unique du Soudan, il y a le cessez-le-feu mettant un terme à la guerre civile qui faisait rage depuis des années dans les provinces du Sud dont les habitants sont non-musulmans et noirs. Ce cessez-le-feu et la promesse d'une large autonomie interne à ces provinces du Sud, de même que les signes de non-conformisme et d'indépendance constatés au niveau du gouvernement de Khartoum ces derniers temps dans ses rapports avec ses anciens sauveurs libyiens et égyptiens de 1971, sont des facteurs susceptibles de peser en faveur d'un retour à une vie politique normale au Soudan dans un délai raisonnable.

35. SWAZILAND (NGWAME) : Pays d'Afrique australe ayant une superficie de 17.363 km² et une population de 400.000 habitants. Capitale : Mbabane. Indépendant depuis 1968, le Swaziland est une monarchie constitutionnelle. On y trouve quatre partis politiques, mais c'est le parti du prince Makoshini (Imbokodvo National Movement) qui monopolise tous les sièges au Parlement. Le Swaziland était coincé de tous les côtés par des régimes racistes (colonie portugaise du Mozambique à l'Est, République Sud-Africaine au Nord, à l'ouest et au Sud) il est vain d'espérer voir dans sa politique extérieure avant longtemps un ligne anti-impérialiste et anti-raciste conséquente.

36. TANZANIE : Pays d'Afrique orientale groupant les anciens territoires de Tanganyika et de Zanzibar, la Tanzanie a une superficie de 939.706 km² et une population de 13 millions et demi d'habitants. Capitale : Dar-ès-Salam. L'Etat repose sur un système fédéral très souple et très réaliste s'agissant des rapports de l'élément insulaire (Zanzibar) avec le bloc continental où siège le gouvernement fédéral. C'est un régime présidentiel avec un parti unique au Tanganyika (le TANU) et un autre au Zanzibar (Afro-Shirazi Party), socialisme africain et démocratie interne se pratiquant au TANU tandis que l'Afro-Shirazi Party applique un certain socialisme dans une atmosphère paternaliste et féodale (du moins durant le règne de Sheikh Karumé assassiné en avril 1972). Dans chacune des zones, aucune forme d'opposition au parti n'est tolérée. Le Président Nyerere est un homme sincère et de bonne volonté dévoué à la cause du peuple tanzanien et des peuples africains. Dar-ès-Salam est le quartier général des mouvements de libération de l'Afrique australe.

37. TCHAD : Pays d'Afrique centrale ayant une superficie de 1.284.000 km² et une population de 3 millions et demi d'habitants. Capitale : Fort-Lamy. Indépendant depuis 1960, le

Tchad a un régime néo-colonial avec un parti unique (Parti progressiste Tchadien), président fantoche (François Tombalbaye) et appui militaire actif des troupes françaises qui combattent les forces du Front de Libération nationale tchadienne du Dr Abba Siddick (Frolina).

38. TOGO : Pays d'Afrique occidentale ayant une superficie de 56.600 km² et 2 millions d'habitants. Capitale : Lomé. Indépendant depuis 1960, le Togo vit sous un régime de dictature militaire et de parti unique (Rassemblement du Peuple Togolais) sous la direction du général Etienne Eyadema, Président de la République. Il existe au Togo une opposition clandestine animée de l'exil par Noé Kutuklui, ancien collaborateur du Président Olympio assassiné en 1963 lors du premier putsch militaire d'Etienne Eyadema. Le régime militaire qui a à son actif de nombreuses réalisations jouit d'un certain appui des masses.

39. TUNISIE : Pays du Maghreb ayant une superficie de 164.150 km² et une population de 5 millions d'habitants. Capitale : Tunis. Indépendante depuis 1956, la Tunisie a un régime présidentiel de caractère autoritaire et de parti unique (Parti Socialiste du Président Bourguiba, le « Combattant suprême »). Le régime manifeste une très grande intolérance tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du Parti. Les syndicalistes sont mis au pas et des accrochages se produisent périodiquement avec les étudiants. Les observateurs se posent des questions sur l'avenir dans la perspective de l'après-bourguibisme.

40. ZAÏRE : Pays de l'Afrique centrale ayant une superficie de 2.345.400 km² et une population de 17.500.000 habitants. Capitale : Kinshasa. Indépendant depuis 1960, l'ancien Congo Belge vit sous un régime dictatorial dont le chef (le général Mobutu Sese Seko) élu président en 1970 par « plus de 100 % de votants » (sic) s'appuie sur l'armée et son parti unique (le Mouvement populaire de la Révolution). Des initiatives extravagantes ou tapageuses comme on en voit dans sa présente campagne de « l'authenticité » (retour aux sources ancestrales) cachent mal le caractère réactionnaire d'un régime manifestement mis en place et soutenu par la mafia internationale des forces d'argent et d'exploitation qui téléguidèrent l'assassinat de Patrice Lumumba en 1961[7], traquèrent et liquidèrent sommairement des milliers de ses partisans dans

---

7. Patrice Lumumba un des plus grands héros révolutionnaires africains a été assassiné le 17 janvier 1961. L'Organisation des Nations Unies elle-même a été amenée à reconnaître la responsabilité de Mobutu, Tschombé, Munongo et autres instruments de l'impérialisme américano-belge dans cette monstrueuse forfaiture. Malgré une dure répression activement soutenue par l'impérialisme américain, et Israël

des scènes comme celles de Stanleyville (1964) qui n'ont rien à envier aux horreurs nazies. Le Zaïre renferme des richesses énormes qui expliquent l'appétit et les convoitises des puissances.

41. Zambie : Pays d'Afrique orientale ayant une superficie de 752.617 km² et une population de 4 millions d'habitants. Capitale : Lusaka. La Zambie est indépendante depuis 1964 et connaît un régime présidentiel et nationaliste qui a adopté une attitude courageuse contre les gouvernements racistes d'Afrique australe qui menacent chaque fois de couper les voies d'accès de la Zambie à la mer. La Zambie a entrepris avec la Tanzanie la construction de la voie ferrée Tanzam (qui doit relier la Zambie au port de Dar-ès-Salam) pour mettre un terme à ce chantage des gouvernements racistes. Sur le plan intérieur, le régime du Président Kaunda devient de plus en plus autoritaire et se prépare à imposer le United national Independant Party comme parti unique. Pour le moment il existe encore un parti d'opposition parlementaire (l'African National Congress de Kumbula). Par contre l'ancien N° 2 du Parti du Président Kaunda (Kapwepwe) a été arrêté en septembre 1971 quand il avait décidé de passer à l'opposition et de former son propre parti politique. Lusaka est la deuxième base (après Dar-ès-Salam) des mouvements de libération d'Afrique australe : c'est le cas notamment du Mouvement Populaire de Libération de l'Angola (M.P.L.A.) du Dr Agostinho NETO.

---

utilisant de nombreux mercenaires anti-castristes cubains, répression qui a fauché plusieurs jeunes dirigeants révolutionnaires congolais tels Mulele, Mitudidi, Mukwidi et d'autres, les forces du lumumbisme, toujours bien représentées dans la jeunesse et parmi les travailleurs, continuent d'incarner les espoirs du peuple du « Zaïre » à une libération effective du joug néo-colonial et à l'édification d'une société de justice, de concert avec les autres peuples d'Afrique Centrale. Pour plus de précisions, voir l'ouvrage de Cléophas Kamitatu, *La Grande Mystification du Congo-Kinshasa,* François Maspero, éditeur, interdit à la vente sur le territoire français.

Table



Territoires encore soumis à la domination coloniale directe
Tunis
Alger
Rabat
Casablanca
TUNISIE
MAROC
El Beïda
Tripoli
IFNI
ALGÉRIE
L I Y E
Le Caire
ÉGYPTE
Villa-Cisneros
SAHARA ESPAGNOL
MAURITANIE
Nouakchott
MALI
NIGER
THAD
Khartoum
SOUDAN
St Louis
Dakar
SÉNÉGAL
Batht.
GAMB.
Bamako
Niamey
Hte VOLTA
Ouagadougou
TERRIT. FR.s DES AFARS ET DES ISSAS
Djibouti
Bissau
GUINÉE PORT.
Labe
GUINÉE
Kano
ÉTHIOPIE
Addis-Abeba
Conakry
Kankan
NIGERIA
Freetown
SIERRA-LEONE
CÔTE D'IVOIRE
GHANA
Kumani
TOGO
DAHOMEY
Ibadan
Enugu
CETRAFRIQUE
Monrovia
LIBERIA
Abidjan
Accra
Takoradi
Lomé
Porto-Novo
Lagos
KAMERUN
Douala
Yaoundé
OUGANDA
Kampala
KENYA
Nairobi
SOMALIE
Mogadiscio
Kisangani
ZAÏRE
GUINÉE EQUA.
Libreville
GABON
CONGO
Kigali
RWANDA
Bujumbura
BURUNDI
Arusha
Mombasa
Brazzavile
Pte Noire
Kishasa
CABINDA (P.)
TANZANIE
Zanzibar
Dar-es-Salam
Loanda
KATANGA
COMORES (F.)
ANGOLA (P.)
MALAWI
ZAMBIE
Lusaka
Zomba
MOZAMBIQUE (Pt)
G-B
Salisbury
RHODÉSIE
OVAMO
SUD-OUEST AFRICAIN
Windhoek
Bulawayo
Tananarive
MADAGASCAR
BOTSWANA
Gaberones
Walwis Bay (Rép. Sud-A.)
Prétoria
Lourenço-Marques
FRANCE
Mbabane
RÉP. D'AFRIQUE DU SUD
Maseru
NGWAME
SWAZILAND
LESOTHO
PORT.
ESPAGNE
à la même échelle
le Cap